

CC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.093/4
DU 28 SEPTEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 28 juillet 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 30 septembre 2009 ^(*), sur un projet d'arrêté royal "concernant des brevets pour la navigation de pêche maritime", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 5 août 2009.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

Alinéa 2

L'alinéa 2 du préambule est consacré au visa de l'article 39, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, lequel dispose :

"§ 3. Le Roi fixe, sur proposition de l'Institut, les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisés."

Interrogé sur cette question, le fonctionnaire délégué a fourni la réponse suivante :

"De verwijzing naar § 3 van artikel 39 van de wet van 13 juni 2005 dient te worden gecorrigeerd door een verwijzing naar § 2 van hetzelfde artikel van dezelfde wet dat een rechtsgrond vormt voor de bevoegdheden van het BIPT."

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas quelles seraient les dispositions du projet examiné mettant en oeuvre l'une ou l'autre de ces habilitations. Au contraire l'article 5, § 3, du projet, prévoit qu'en ce qui concerne les opérateurs des radiocommunications, l'IBPT délivre un certificat distinct et que les conditions d'octroi de ces certificats ne font pas l'objet du projet examiné.

Par ailleurs, aucune autre disposition du projet ne contient de dispense des autorisations requises en vertu de l'article 39, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 2005 précitée.

L'alinéa 2 du préambule doit, par conséquent, être omis.

.../...

Alinéa 3 (nouveau)

Le préambule du projet doit être complété par un nouvel alinéa 3, consacré au visa de l'arrêté royal du 12 novembre 1981 concernant les règles pour navires à passagers n'effectuant pas de voyage international et navigant exclusivement dans une zone de navigation restreinte le long de la côte.

Cet arrêté est, en effet, modifié par l'article 17 du projet examiné ⁽¹⁾.

DispositifArticle 1^{er}

À l'article 1^{er}, 16/, du projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de viser plus précisément le chapitre IV de l'annexe à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (convention SOLAS de 1974).

Article 5

À l'article 5, § 7, du projet, il convient d'ajouter, dans la version française du texte, le mot "de" entre les mots "modèle" et "visa".

⁽¹⁾ Il n'y a, par contre, pas lieu de viser au préambule les modifications subies par cet arrêté. Cette remarque vaut également pour l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime, visé à l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) du préambule, et pour l'arrêté royal du 12 juin 1996 relatif aux brevets, certificats et attestations de service exigés pour la navigation de pêche maritime, visé à l'alinéa 4 du préambule. Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 30 et formule F 3-3, [www.raadvst-consetat.be] onglet "Technique législative".

Article 8

Au paragraphe 1^{er}, dans la version française, l'adverbe "ne" doit être inséré avant le verbe "délivrent".

Article 9

À l'article 9, § 1^{er}, b), du projet, le mot "au" doit être remplacé par les mots "à la".

Article 12

1. Dans la version française, à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "à la direction" au lieu de "au direction".

2. À l'article 12, § 1^{er}, alinéa 6, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, la possibilité d'introduire un recours doit être ouverte non pas à "l'instance", mais au membre de l'équipage qui a introduit la demande de reconnaissance du brevet approprié ayant fait l'objet d'une décision de refus.

3. La première phrase de l'article 12, § 2, du projet doit être corrigée, l'article 4 ne comportant pas de paragraphe 6.

Selon le fonctionnaire délégué, il y aurait lieu de se référer à l'article 5, § 5 et non à l'article 4, § 6.

Article 14

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, dans le texte français de l'article 14, 8/, du projet (modification de l'article 94, 5., de l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime), les mots "avec une puissance

.../...

propulsive d'au moins 221 kW" doivent être remplacés par "avec une puissance propulsive de moins de 221 kW", afin de correspondre avec la version néerlandaise de cette disposition, qui semble être la bonne ⁽²⁾.

Article 15

Dans la version française, conformément à l'article 1^{er}, 12/, il convient de remplacer, chaque fois le mot "limités" par le mot "limitées".

Article 17

La subdivision "d)" doit être remplacée par "4/".

Article 20

Dans la version française, il convient d'écrire "conformément à l'arrêté royal ...".

Article 21

L'article 21 du projet dispose que celui-ci entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

L'article 9, § 2, du projet, fait toutefois référence aux "normes de compétences" exigées "des candidats aux brevets délivrés avant le 1^{er} juillet 2010". Le choix de cette date laisse supposer que, jusqu'à celle-ci, les brevets continueront à être délivrés conformément aux exigences prévues par l'arrêté royal du 12 juin 1996 relatif aux

⁽²⁾ Elle recourt aux termes "met een voortstuwingsvermogen van minder dan 221 kW".

brevets, certificats et attestations de service exigés pour la navigation de pêche maritime, que l'article 19 du projet vise à abroger.

La mention de cette même date du 1^{er} juillet 2010, à l'article 20 du projet, permet de tirer la même conclusion.

Interrogé sur cette question, le fonctionnaire délégué a fourni les informations suivantes :

"Gelet enerzijds op het feit dat de de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen nog tot 30 juni 2010 op basis van het KB van 12 juni 1996 (oud systeem) moet kunnen worden afgeleverd en anderzijds op het feit dat in het kader van de herstructurering van het zeevisserijonderwijs reeds dossiers ter goedkeuring worden voorgelegd hetgeen betekent dat het koninklijk besluit zo vlug mogelijk moet in werking treden, worden volgende aanpassingen voorgesteld :

«Art. 9. § 2. De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, vergelijken de normen inzake bekwaamheid die zij aan kandidaten stelden voor de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen, bedoeld in artikel 20, met die welke in bijlage 1 voor de passende vaarbevoegdheidsbewijzen zijn genoemd, en stellen vast of het noodzakelijk is om de houders van de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen, bedoeld in artikel 20, eerste lid, een passende herhalings- en bijscholingscursus te laten volgen of een beoordeling van hun bekwaamheid te laten ondergaan.
...»

«HOOFDSTUK V. - OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 20. Tot 30 juni 2010 mogen de brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen overeenkomstig de bepalingen die van kracht waren voor de inwerkingtreding van dit besluit worden afgeleverd of als geldig worden beschouwd.»

«HOOFDSTUK VI. - SLOTBEPALINGEN

Art. 21. De in artikel 20 bedoelde brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen blijven na 30 juni 2010 geldig.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt ...

Art. 23. De minister bevoegd voor ...»."

La section de législation fait toutefois observer que la modification proposée de l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, mentionne un article 20, alinéa 1^{er}, alors que celui-ci n'en contient qu'un seul.

.../...

D'autre part, l'article 21, proposé, constitue lui aussi une disposition transitoire et doit donc figurer sous le chapitre V.

Annexes

1. Les annexes seront relues avec soin pour y corriger les coquilles qui y apparaissent.

2. Dans les intitulés des annexes I et II, les mots "du présent arrêté" seront omis.

3. Par ailleurs, l'intitulé de l'annexe III doit être complété par un renvoi à l'article 9, § 3 (de l'arrêté).

Observation de forme

La terminologie utilisée dans la version néerlandaise du projet paraît incohérente dans les cas où la version française se sert du terme "brevet".

À titre d'exemples:

- Article 1^{er}, 3/ "brevet approprié" - "passend vaarbevoegdheidsbewijs";
- Article 1^{er}, 4/ "brevet" - "bewijs van beroepsbekwaamheid";
- Art. 3 "brevet" - "vaarbevoegdheidsbewijs";
- Art. 4 "brevet" - "bewijs van beroepsbekwaamheid";
- Art. 5, § 1^{er}. "brevet" - "vaarbevoegdheidsbewijs".

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.093/4
VAN 28 SEPTEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 28 juli 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 30 september 2009 ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor de zeevisserijvaart", heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Bij e-mail van 5 augustus 2009.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef wordt verwezen naar artikel 39, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, dat luidt als volgt :

"§ 3. De Koning, op voorstel van het Instituut bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen."

De gemachtigde ambtenaar heeft, toen hij daarover om uitleg is gevraagd, het volgende geantwoord :

"De verwijzing naar § 3 van artikel 39 van de wet van 13 juni 2005 dient te worden gecorrigeerd door een verwijzing naar § 2 van hetzelfde artikel van dezelfde wet dat een rechtsgrond vormt voor de bevoegdheden van het BIPT."

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk welke bepalingen van het voorliggende ontwerp deze of gene machtiging ten uitvoer legt. Integendeel, artikel 5, § 3, van het ontwerp bepaalt dat het BIPT, wat de radio-operatoren betreft, een afzonderlijk certificaat afgeeft en dat de voorwaarden voor de toekenning van deze certificaten niet onder het voorliggende ontwerp vallen.

.../...

Bovendien bevat geen enkele andere bepaling van het ontwerp vrijstelling van de vergunningen die vereist zijn krachtens artikel 39, § 1, van de voornoemde wet van 13 juli 2005.

Het tweede lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen.

Derde lid (nieuw)

De aanhef van het ontwerp moet aangevuld worden met een nieuw derde lid, waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 12 november 1981 betreffende voorschriften voor passagiersschepen die geen internationale reis maken en die uitsluitend in een beperkt vaargebied langs de kust varen.

Dat besluit wordt immers gewijzigd door artikel 17 van het voorliggende ontwerp ⁽¹⁾.

Dispositief

Artikel 1

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in artikel 1, 16/, van het ontwerp, nauwkeuriger verwezen moet worden naar hoofdstuk IV van de bijlage bij het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee (Solas-Verdrag van 1974).

⁽¹⁾ Er is daarentegen geen reden om in de aanhef te verwijzen naar de wijzigingen die in dat besluit zijn aangebracht. Die opmerking geldt ook voor het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement, waarnaar wordt verwezen in het derde lid van de aanhef (dat het tweede lid wordt), en voor het koninklijk besluit van 12 juni 1996 betreffende de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen die vereist zijn voor de zeevisserijvaart, genoemd in het vierde lid van de aanhef. Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling 30, formule F 3-3, [www.raadvst-consetat.be], tab "Wetgevingstechniek".

Artikel 5

In artikel 5, § 7, van het ontwerp, schrijve men in de Nederlandse tekst "wordt in het model van officiële verklaring" in plaats van "in de officiële verklaring".

Artikel 8

In paragraaf 1 van de Franse tekst moet het bijwoord "ne" ingevoegd worden vóór het werkwoord "délivrent".

Artikel 9

In artikel 9, § 1, b), van het ontwerp schrijve men "aan te tonen dat hij beroepsbekwaam blijft, overeenkomstig voorschrift 8 van bijlage I".

Artikel 12

1. In artikel 12, § 1, tweede lid, van de Franse versie, schrijve men "à la direction" in plaats van "au direction".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in artikel 12, § 1, zesde lid, de mogelijkheid om beroep in te stellen niet geboden moet worden aan "de instantie", maar aan het bemanningslid dat een verzoek tot erkenning van het passende vaarbevoegdheidsbewijs heeft ingediend, dat afgewezen is.

3. De eerste zin van artikel 12, § 2, van het ontwerp moet gecorrigeerd worden, aangezien artikel 4 geen paragraaf 6 bevat.

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet verwezen worden naar artikel 5, § 5, en niet naar artikel 4, § 6.

.../...

Artikel 14

In de Franse tekst van artikel 14, 8/, van het ontwerp (wijziging van artikel 94, 5., van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement) moeten de woorden "avec une puissance propulsive d'au moins 221 kW" vervangen worden door de woorden "avec une puissance propulsive de moins de 221 kW", zodat er overeenstemming is met de Nederlandse versie van deze bepaling, die de juiste lijkt te zijn ⁽²⁾. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 15

In de Franse versie moet het woord "limités" telkens vervangen worden door het woord "limitées", zoals geschreven in artikel 1, 12/.

Artikel 17

De onderverdeling "d)" moet vervangen worden door "4/".

Artikel 20

De Nederlandse tekst behoort als volgt te worden gesteld :

"Brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen die vóór 1 juli 2010 zijn uitgereikt of als geldig zijn beschouwd, overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 juni 1996 betreffende de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen die vereist zijn voor de zeevisserijvaart, blijven na die datum geldig als bewijs van beroepsbekwaamheid".

⁽²⁾ Daarin staat "met een voortstuwingsvermogen van minder dan 221 kW".

Artikel 21

Artikel 21 van het ontwerp bepaalt dat het besluit in werking treedt op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

In artikel 9, § 2, van het ontwerp, wordt evenwel verwezen naar de "normen inzake bekwaamheid" gesteld "aan kandidaten voor vaarbevoegdheidsbewijzen afgegeven vóór 1 juli 2010". De keuze van die datum laat veronderstellen dat de vaarbevoegdheidsbewijzen tot die datum uitgereikt blijven worden overeenkomstig de vereisten gesteld in het koninklijk besluit van 12 juni 1996 betreffende de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen die vereist zijn voor de zeevisserijvaart, dat men in artikel 19 van het ontwerp wil opheffen.

De vermelding van diezelfde datum van 1 juli 2010 in artikel 20 van het ontwerp leidt tot dezelfde conclusie.

Daarover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende verklaard :

"Gelet enerzijds op het feit dat de de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen nog tot 30 juni 2010 op basis van het KB van 12 juni 1996 (oud systeem) moet kunnen worden afgeleverd en anderzijds op het feit dat in het kader van de herstructurering van het zeevisserijonderwijs reeds dossiers ter goedkeuring worden voorgelegd hetgeen betekent dat het koninklijk besluit zo vlug mogelijk moet in werking treden, worden volgende aanpassingen voorgesteld :

«Art. 9. § 2. De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, vergelijken de normen inzake bekwaamheid die zij aan kandidaten stelden voor de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen, bedoeld in artikel 20, met die welke in bijlage 1 voor de passende vaarbevoegdheidsbewijzen zijn genoemd, en stellen vast of het noodzakelijk is om de houders van de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen, bedoeld in artikel 20, eerste lid, een passende herhalings- en bijscholingscursus te laten volgen of een beoordeling van hun bekwaamheid te laten ondergaan.
...»

«HOOFDSTUK V. - OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 20. Tot 30 juni 2010 mogen de brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen overeenkomstig de bepalingen die van kracht waren voor de inwerkingtreding van dit besluit worden afgeleverd of als geldig worden beschouwd.»

«HOOFDSTUK VI. - SLOTBEPALINGEN

Art. 21. De in artikel 20 bedoelde brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen blijven na 30 juni 2010 geldig.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt ...

Art. 23. De minister bevoegd voor ...»."

De afdeling Wetgeving wijst er evenwel op dat in de voorgestelde wijziging van artikel 9, § 2, eerste lid, melding wordt gemaakt van een artikel 20, eerste lid, terwijl dat artikel slechts één lid omvat.

Daarenboven is het voorgestelde artikel 21 ook een overgangsbepaling, die bijgevolg in hoofdstuk V moet staan.

Bijlagen

1. De bijlagen moeten zorgvuldig herlezen worden om de fouten die daarin staan te verbeteren.

2. In de opschriften van de bijlagen I en II moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

3. Bovendien moet het opschrift van bijlage III aangevuld worden met een verwijzing naar artikel 9, § 3 (van het besluit).

Vormopmerking

Het laat zich aanzien dat in de Nederlandse versie van het ontwerp een inconsistente terminologie wordt gebezigd waar in de Franse versie met de term "brevet" wordt gewerkt.

Bijvoorbeeld :

- Artikel 1, onderdeel 3/ "brevet approprié" - "passend vaarbevoegdheidsbewijs";
- Artikel 1, onderdeel 4/ "brevet" - "bewijs van beroepsbekwaamheid";
- Art. 3. "brevet" - "vaarbevoegdheidsbewijs";
- Art. 4. "brevet" - "bewijs van beroepsbekwaamheid";
- Art. 5, § 1. "brevet" - "vaarbevoegdheidsbewijs".

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY